

## Augmentation du nombre de candidats réfugiés burundais en Belgique

RTBF, 04 oct. 2022 Augmentation du nombre de candidats réfugiés burundais en Belgique : pour quelles raisons ? Ces derniers mois, de très nombreux candidats à l'immigration proviennent du Burundi : c'est ce qu'a confirmé le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration ce mardi sur les ondes de Matin première. "Il y a une filière qui passe par la Serbie, c'est pourquoi on a agi et on a pris des contacts diplomatiques avec la Serbie pour résoudre cette situation", affirmait-elle.

"Les entrées sont particulièrement élevées", avait déclaré admis Nicole de Moor il y a quelques semaines, à propos de l'accueil des demandeurs d'asile en Belgique. Le nombre de demandes en Belgique était en progression constante depuis plusieurs mois. Depuis le début de l'année 2022, plus de 24.000 personnes ont demandé une protection internationale. Les principaux pays d'origine des demandeurs sont, hors Ukraine, l'Afghanistan, le Burundi, et la Palestine. 10 fois plus de demandes d'asile la Belgique semble être une destination privilégiée des candidats réfugiés burundais. Pour quelle raison ce phénomène est-il apparu ? "Le Burundi ne figurait même pas dans le top 10 (des pays d'origine des demandeurs d'asile, ndr) en 2021, explique Damien Dermaux, porte-parole du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA). Et lorsque l'on regarde l'évolution de cette année, on remarque qu'en effet de janvier à mai, on avait 230 quatre demandes, ce qui fait moins de 50 par mois. Or, depuis le mois de juin, juillet, août et surtout septembre, il y a une augmentation vraiment tangible, puisqu'en septembre on est au-delà des 500 demandes." C'est donc 10 fois plus de demandes au mois de septembre que sur les premiers mois de l'année précédente précise Damien Dermaux. Selon les informations du CGRA, ces demandeurs d'asile n'ont jamais été à l'origine d'une demande auparavant, il s'agit pour eux d'une première demande en Belgique. "Il y a manifestement une filière", ajoute le porte-parole. Le chemin que ces nouveaux candidats réfugiés empruntent passe par la Serbie, un pays où il n'y a pas d'obligation de visas pour les Burundais, et vers lequel les prix des billets d'avion ne sont pas très élevés. Ce qu'explique le CGRA, c'est que le transit se fait ensuite vers la Croatie, et de là vers la Belgique. "Route des Balkans" Cette route que les demandeurs d'asile empruntent, c'est celle que l'on appelle la "Route des Balkans". Et effectivement, Frontex, l'agence européenne de contrôle des frontières, a bien observé, plus globalement, une augmentation des franchissements des frontières vers l'UE depuis plusieurs mois. Le Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) a comptabilisé lui 10.000 réfugiés ou demandeurs d'asile dans tous les Balkans, dont les trois quarts se trouvent en Serbie, le début de cette difficile traversée pour atteindre un pays européen. Un chiffre important, mais sans commune mesure, ajoutent des employés des Nations unies, avec ce qui se passait au moment de la guerre en Syrie, en 2015. Aujourd'hui, la plupart de ces candidats réfugiés semblent passer par la Roumanie, ce qui, dit-on au CGRA en Belgique, pourrait ouvrir la voie aux autorités belges de les renvoyer, selon le règlement de Dublin, dans ce premier pays arrivé dans l'Union européenne. Un pays toujours sous tension Mais la question reste posée : pourquoi la Belgique est-elle spécifiquement la destination de la plupart des candidats réfugiés burundais ? "Il y a d'abord une communauté qui est bien établie ici, et parce que le taux de protection est assez important" concernant les ressortissants burundais, nous répond Damien Dermaux. Un taux de protection important qui répond à une situation sécuritaire très difficile pour beaucoup de citoyens burundais. Si l'histoire du Burundi indépendant est jalonnée de violences, la situation actuelle est spécifiquement alarmante depuis les répressions massives de 2015, et les multiples tentatives de coup d'État qui ont suivi. En avril 2022, la candidature à un troisième mandat controversé de l'ancien président Pierre Nkurunziza avait déclenché un vif mouvement de l'opposition, brutalement réprimé avec au moins 1200 morts et 400.000 Burundais poussés à l'exil. L'élection en 2020 de son successeur parvariste Ndayishimiye, issu comme Nkurunziza du CNDD-FDD, n'a pas apaisé les craintes d'une partie de la population. Opposants politiques, militants ONG, anciens membres des forces armées burundaises tutsies, mais aussi des individus menacés par des membres de forces armées, etc. Ce sont les profils de candidats réfugiés rencontrés par les avocats spécialisés en Belgique. Une autre raison possible de l'augmentation des arrivées de demandeurs d'asiles burundais dans notre pays, est le fait que les camps de réfugiés gérés par les Nations unies dans les pays voisins du Burundi, comme la Tanzanie, le Rwanda, ou la RDC dans le Sud Kivu, sont en train d'être évacués. Selon les chiffres de l'ONU, ces réfugiés étaient encore estimés à plus de 260.000 en mars dernier. En 1er janvier, près de 5600 d'entre eux ont été rapatriés. Mais ce retour est parfois forcé, et une fois dans le pays, la répression peut encore une fois se manifester. Cette augmentation des arrivées de demandeurs d'asile burundais chez nous est cependant à relativiser. Si les chiffres semblent bien montrer l'existence d'une filière par la Serbie, reste que ce n'est pas la première fois que notre pays connaît une hausse du nombre de ressortissants d'un pays particulier : les arrivées d'Albanais ou de Brésiliens ont aussi temporairement augmenté pendant quelques mois ces dernières années. En ce qui concerne les ressortissants burundais, un nombre de plus en plus important d'entre eux demande l'asile en Serbie même, rapportait RFI il y a quelques semaines. Ils y représentent désormais le troisième groupe de réfugiés, et beaucoup d'entre eux souhaitent s'établir et apprendre le serbe. Par ailleurs, comme dans les cas albanais et brésiliens, les autorités belges projettent de mener une campagne de sensibilisation et d'information. Par Wahoub Fayoumi